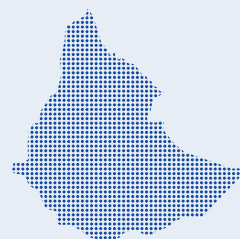
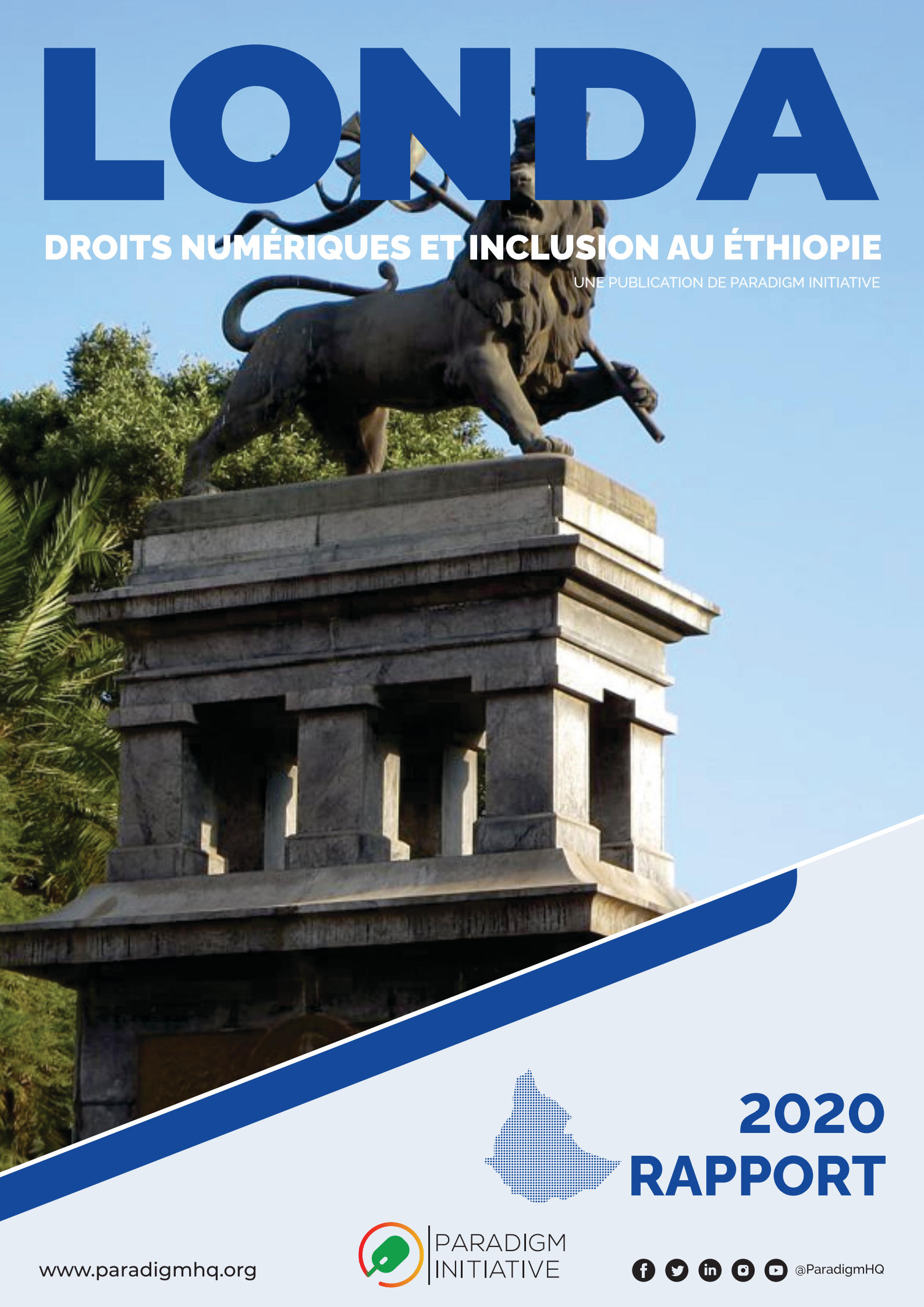


# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU ÉTHIOPIE**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



**2020  
RAPPORT**

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)



PARADIGM  
INITIATIVE



# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU ÉTHIOPIE 2020 RAPPORT**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

**Publié par Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

Publié en Avril 2021

Rapport rédigé par Abdul Rahman Alfa Shaban

Équipe Éditoriale: 'Gbenga Sesan, Kathleen Ndongmo, Koliwe Majama, Margaret Nyambura Ndung'u,

Mawaki Chango, Nnenna Paul-Ugochukwu and Thobekile Matimbe.

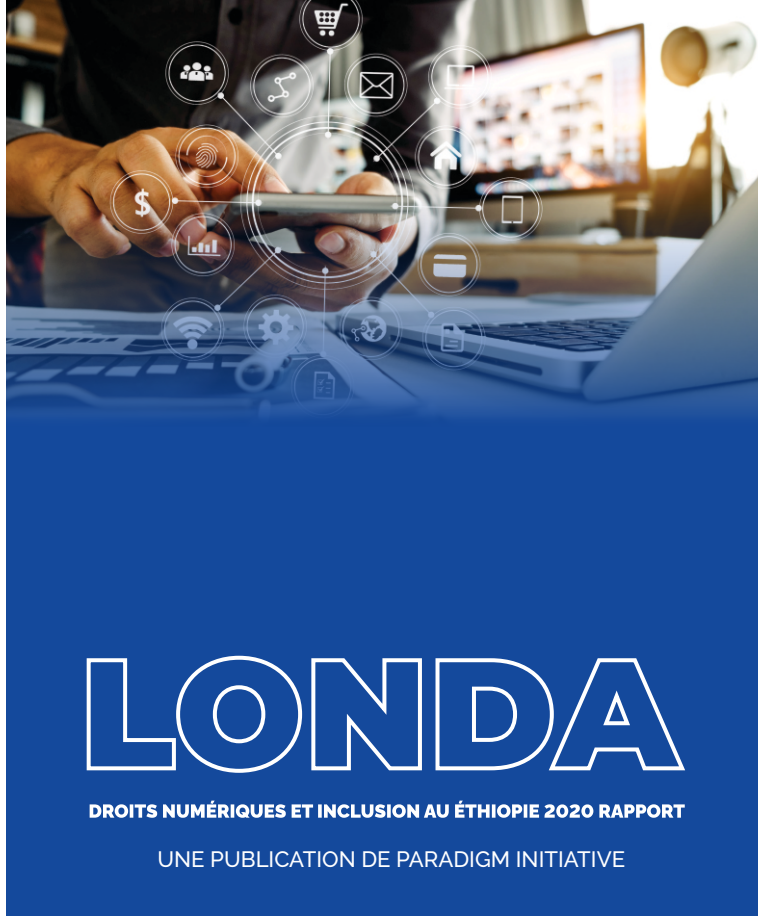
Conçu par Luce Concepts

This publication may be reproduced for non-commercial use in any form provided due credit is given to the publishers, and the work is presented without any distortion.

Copyright © 2021 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)



Les organisations de la société civile continuent de travailler pour faire progresser les droits et l'inclusion numériques en Afrique, en veillant à ce que les meilleures pratiques soient adoptées dans les politiques et la législation. Ce rapport analyse l'état des droits numériques et de l'inclusion au Éthiopie, en examinant les violations et les lacunes, en étudiant l'utilisation et l'application de la politique et de la législation, en soulignant les étapes importantes et en proposant des recommandations pour le paysage numérique en Éthiopie. Avec des rapports provenant de 20 pays, cette édition aborde, entre autres, la fracture numérique aggravée par la pandémie de COVID-19 et met en lumière les infractions dans différents domaines thématiques tels que la vie privée, l'accès à l'information et la liberté d'expression, avec un contexte législatif et politique bien énoncé.



## TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE DU PAYS	1
L'ÉTHIOPIE PROMULGUE LES RÈGLEMENTS DE L'ÉTAT D'URGENCE COVID-19	2
IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION COVID-19 SUR LES DROITS ET L'INCLUSION NUMÉRIQUES	2
TRIPLE PANNE D'INTERNET	3
L'INFORMATION EN PANNE: CYBERGUERRE ET PROPAGANDE	4
ACCÈS À L'INTERNET, GENRE ET TIC	5
VIE PRIVÉE, IDENTITÉS NUMÉRIQUES ET SURVEILLANCE	6
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	7



L'Éthiopie est la deuxième nation la plus peuplée du continent. Elle est située au nord-est de l'Afrique, et plus précisément dans la région de la Corne de l'Afrique. Avec plus de 112 millions de citoyens,<sup>1</sup> l'Éthiopie est la capitale diplomatique de l'Afrique et accueille le siège de l'Union africaine dans sa capitale, Addis-Abeba.

## CONTEXTE DU PAYS

# DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU ETHIOPIA

L'infrastructure de télécommunications de l'Éthiopie est en grande partie détenue par le gouvernement, par le biais du monopole d'Ethio Telecom.<sup>2</sup> Ethio Telecom fournit presque tous les services de télécommunications, y compris les lignes fixes et mobiles, l'Internet (accès commuté, sans fil, services ADSL, etc.). L'entreprise offre également d'autres services, notamment l'enregistrement de domaines et la gestion du domaine de premier niveau du code pays, et, l'hébergement de sites web et le service d'adresses IP (Internet Protocol).

Le ministère de l'Innovation et de la Technologie, MINT, est le principal organe d'élaboration des politiques du gouvernement créé en 2019 par la proclamation 1097/2019. Son travail est soutenu par deux entités réglementaires, l'Agence éthiopienne des télécommunications, ETA, et l'Agence de sécurité des réseaux d'information, INSA.

L'Éthiopie a pris des mesures importantes en vue de la libéralisation partielle de son marché des télécommunications en 2020. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une libéralisation plus large de l'économie dans le cadre des réformes menées par le Premier ministre Abiy Ahmed Ali.

1. Banque mondiale, population - totale, Éthiopie (1960 - 2019): <https://bit.ly/3bqGrxa>

2. Ethio Telecom, A propos d'Ethio Telecom: <https://bit.ly/2XtadJX>

## L'ÉTHIOPIE PROMULGUE LES RÈGLEMENTS DE L'ÉTAT D'URGENCE COVID-19

L'Éthiopie a toutefois acquis une notoriété croissante en matière de coupure d'Internet ces dernières années.<sup>3</sup> Le paysage général des droits numériques est considéré comme un défi dans le contexte de la législation existante et de la manière dont elle est généralement appliquée.

L'Éthiopie fait partie des pays africains qui ont adopté une législation sur l'état d'urgence à la suite de la pandémie de COVID-19.

La loi, Proclamation 3/2020 - Proclamation de l'état d'urgence promulguée pour contrer et contrôler la propagation du COVID-19 et atténuer son impact,<sup>4</sup> a été adoptée par la Chambre des représentants du peuple puis sanctionnée par le Premier ministre Abiy Ahmed le 8 Avril.

Il a ordonné au cabinet de "stipuler les détails de la suspension des droits et des mesures à adopter pour contrer et atténuer les dommages humanitaires, sociaux, économiques et politiques qui pourraient être causés par la pandémie".

La loi a déclenché des arrestations alors même que les analystes critiquent certaines parties du règlement,<sup>5</sup> notamment en ce qui concerne le partage d'informations sur la situation du virus dans le pays. Certaines clauses ont été qualifiées de trop vagues et laissées à l'interprétation des fonctionnaires.

## IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION COVID-19 SUR LES DROITS ET L'INCLUSION NUMÉRIQUES

L'une des législations éthiopiennes qui a fait le plus parler d'elle en 2019 était la loi sur les discours haineux et la désinformation.

Malgré les inquiétudes des analystes locaux et internationaux, il a été approuvé par le cabinet en novembre 2019<sup>6</sup> et accentué par le président Sahle-Work Zewde le 23 Mars 2020. Une semaine à peine après que l'Éthiopie a enregistré son premier cas de COVID-19.<sup>7</sup>

Le responsable du groupe de défense des droits de l'Internet Access Now,<sup>8</sup> Berhan Taye, a évoqué l'impact négatif de la loi dans le contexte de la pandémie.

"Malheureusement, les choses ne semblent pas aller bien jusqu'à présent pour cette législation troublante, et cela est particulièrement effrayant pendant le COVID-19. À moins que cette législation ne soit révisée, cela pourrait n'être que le début d'une période de refroidissement pour la presse libre en Éthiopie", a-t-elle déclaré.

La première victime de cette législation a été le journaliste Yayesew Shimeles, accusé d'avoir diffusé de fausses informations sur la réponse du gouvernement à l'affaire COVID-19.

Au cours de l'année, sept journalistes ont été arrêtés, selon un rapport du Comité pour la protection des journalistes, CPJ,<sup>9</sup> pour différents motifs.

3. Quartz Africa, l'internet est rétabli en Éthiopie mais il y a de fortes chances qu'il soit à nouveau coupé: <https://bit.ly/38xbghZ>

4. La Chambre des représentants adopte la loi sur l'état d'urgence, mars 2020: <https://bit.ly/3sdgE1u>

5. HRW, Ethiopia : Free Speech at Risk Amid COVID-19: <https://bit.ly/39jqYfR>

6. Le cabinet éthiopien approuve une nouvelle loi pour lutter contre les fausses informations, Bloomberg ; 19 novembre 2019: <https://bloom.bg/3nyoWgE>

7. L'Éthiopie confirme le premier cas de COVID-19, OMS région Afro, 15 mars 2020: <https://bit.ly/39lo4nF>

8. Ethiopia's hate speech and disinformation law : the pros, the cons and a mystery, Access Now ; 19 mai 2020: <https://bit.ly/2Lou8Xv>

9. CPJ, Nombre record de journalistes emprisonnés dans le monde, décembre 2020: <https://bit.ly/2Xv3hfz>



En tout, trois journalistes numériques ont été arrêtés selon un “recensement” publié par le journal privé Addis Standard.<sup>10</sup> Il s'agit de Nathaniel Gech de Wolaita Times, Medhanie Ekubamichael d'Addis Standard et Bekalu Almirew d'Awlo Media.

Outre le règlement SoE et la loi sur les discours haineux et la désinformation, d'autres législations ont été utilisées au fil des ans par le gouvernement pour étouffer les voix en ligne.

Il convient de souligner la proclamation de 2016 sur la criminalité informatique, dont certaines parties contreviennent aux législations internationales ratifiées par l'Éthiopie, à savoir la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).

Parmi les autres, citons la proclamation n° 761 de 2012 sur les infractions de fraude aux télécommunications, la proclamation n° 652 sur la lutte contre le terrorisme et la proclamation n° 621 sur les organismes caritatifs et les sociétés, toutes deux adoptées en 2009.

## TRIPLE PANNE D'INTERNET

L'année 2020 a été difficile en ce qui concerne l'internet. Il y a eu trois pannes - deux restreintes et une nationale.

Ces fermetures sont contraires à la constitution nationale qui, en vertu de l'article 29,<sup>11</sup> garantit expressément le droit à la pensée, à l'opinion et à l'expression ainsi que la liberté des médias “sans aucune interférence”. Les fermetures violent également les lois internationales sur les droits de l'homme.

Les analystes ont déclaré que le fait de n'avoir qu'un seul opérateur de télécommunications facilitait la coupure de l'internet sans respecter la procédure prévue.

En 2019, l'internet a été coupé huit fois, ce qui fait du pays l'un des pires contrevenants aux coupures d'internet, selon un rapport d'Access Now.<sup>12</sup> Pour 2020, la première coupure dans l'ouest de l'Oromia a duré trois mois - de janvier à fin mars 2020.



10. Addis Standard, Analysis - L'Éthiopie de retour dans la liste des pays emprisonnant les journalistes: <https://bit.ly/3nBLPQu>

11. La constitution éthiopienne de 1995: <https://bit.ly/39kWZnx>

12. Article 19, l'Éthiopie doit garantir l'accès à Internet et l'accès à l'information pendant la pandémie: <https://bit.ly/3bsrdYE>



**En 2019, l'internet a été coupé huit fois, ce qui fait du pays l'un des pires contrevenants aux coupures d'internet, selon un rapport d'Access Now.**

La deuxième fermeture, qui a eu plus d'impact, a été imposée à l'échelle nationale le 30 Juin,<sup>13</sup> à la suite du meurtre d'un célèbre artiste oromo, Hachalu Hundessa, dans la capitale Addis-Abeba. Ce black-out a duré plus de trois semaines.

En Novembre, une coupure totale<sup>14</sup> a été imposée dans la région du nord du Tigré lorsque le gouvernement a lancé une "opération d'état d'urgence et d'état de droit" contre le gouvernement régional de l'époque dirigé par le Front de libération des peuples du Tigré, le TPLF.

La responsable des droits de l'homme des Nations unies, Michelle Bachelet, a déploré l'impact sur les droits de l'homme et l'impact humanitaire dans une déclaration faite le 6 Novembre.<sup>15</sup> Ethio Telecom a confirmé fin novembre qu'elle avait commencé à rétablir le service dans certaines parties du Tigré, quelques jours après que le Premier ministre Abiy ait annoncé la fin de l'opération.

Parallèlement à l'opération Tigray, le gouvernement a émis des mandats d'arrêt à l'encontre de certains activistes, écrivains et universitaires<sup>16</sup> qui, selon lui, utilisent "divers médias pour détruire le pays".

Le vice-premier ministre Demeke Mekonnen, dans un article d'opinion, a souligné l'impact des reportages des médias, et en particulier des médias sociaux, pour influencer l'opinion internationale pendant l'opération Tigray.<sup>17</sup>

## **L'INFORMATION EN PANNE: CYBERGUERRE ET PROPAGANDE**

L'INSA, l'organisme national de cybersécurité, a révélé en décembre 2020<sup>18</sup> que le TPLF avait eu recours à des cyberattaques et à une armée de désinformation sur les médias sociaux. Les cyberattaques avaient visé un certain nombre de réseaux de télévision nationaux et privés, qui ont tous été déjoués.

13. L'Internet est coupé en Éthiopie dans un contexte de troubles consécutifs à l'assassinat d'un chanteur, Net Blocks ; 30 juin 2020: <https://bit.ly/39zU8Yj>

14. Internet perturbé en Éthiopie alors que le conflit éclate dans la région de Tigray, Net Blocks ; 5 novembre 2020: <https://bit.ly/30CjQlc>

15. Ethiopia : 'Halt the violence,' resolve grievances peacefully, UN rights chief ; UN News 6 novembre 2020: <https://bit.ly/38tjklQ>

16. The Telegraph : L'Éthiopie veut arrêter l'universitaire britannique qui a proposé le PM du pays pour le prix Nobel de la paix: <https://bit.ly/30y3dXR>

17. ENA, The law enforcement operation in Tigray, DPM DemekeMekonnen, January 2021: <https://bit.ly/3qfk3GF>

18. FBC, le TPLF diffuse de fausses informations via Twitter, Décembre 2020: <https://bit.ly/3q8pLP3>

Tefyalew Tefera, patron adjoint de l'INSA, a également accusé Oromia Media Network et Ethio 360 Media d'aider la campagne de propagande du TPLF.

Un mois après la fin officielle de l'opération du TPLF, les services spéciaux de vérification des faits du gouvernement ont rapporté ce qu'ils considéraient comme un acte de sabotage du TPLF, dans la capitale du Tigré, Mekelle, à l'origine de la panne d'Internet.<sup>19</sup>

En Janvier 2021, les Nations unies ont signalé que les services de communication restaient inaccessibles dans certaines parties de la région, les combats se poursuivant entre le TPLF et les forces fédérales.

En Juillet dernier, à la suite des manifestations de Hachalu Hundessa qui ont fait plus de 80 morts, le gouvernement a en partie accusé les médias sociaux d'en être les instigateurs.<sup>20</sup> L'une des principales arrestations liées à cet incident a été celle de Jawar Mohammed, un magnat des médias devenu politicien.

Il est accusé de terrorisme pour la mort d'un policier pendant les manifestations. Sa page Facebook, qui comptait plus d'un million d'abonnés, a été temporairement fermée en juin. Selon sa chaîne de télévision, Oromia Media Network (OMN), cette mesure a été rendue nécessaire par une tentative de piratage.<sup>21</sup>

Au milieu d'un tel black-out, l'accès à l'information devient un casse-tête pour les gens dans leur pays et à l'étranger.<sup>22</sup> Le manque d'informations a souvent forcé les gens à se tourner vers des sources

moins fiables, notamment via les médias sociaux.

L'Éthiopie ne dispose toujours pas de lois relatives à la réglementation des contenus en ligne problématiques. Par conséquent, le gouvernement a souvent bloqué, filtré ou retiré arbitrairement des contenus critiquant ses activités et ses politiques.



## ACCÈS À L'INTERNET, GENRE ET TIC

Les statistiques Internet au 30 septembre 2020 selon Internet World Stats<sup>23</sup> ont montré une trajectoire de croissance rapide. Il y avait plus de 20,5 millions d'utilisateurs en 2020, contre 10 000 en 2000, soit une croissance de 204 972%.

Facebook, qui se trouve être l'une des plateformes les plus utilisées, comptait plus de 6 millions d'abonnés. Twitter, Telegram et Signal sont d'autres plateformes très utilisées.

En ce qui concerne le caractère abordable des données, l'Alliance for Affordable Internet, A4AI, a noté dans son rapport 2020 que les politiques liées à l'infrastructure et à l'accès à l'internet jouaient un rôle clé pour rendre le haut débit plus abordable.

19. Éthiopie SoE Factcheck sur Twitter @SOEFactCheck, décembre 2020: <https://bit.ly/3sgDuoP>

20. Contexte et mises à jour des questions d'actualité, Éthiopie, Bureau du Premier ministre, juillet 2020: <https://bit.ly/3sdTfge>

21. Page Facebook officielle d'OMN, juillet 2020: <https://bit.ly/38xu4on>

22. VOA News: La diaspora éthiopienne cherche des nouvelles dans un contexte de panne de communication, décembre 2020: <https://bit.ly/3brqo3D>

23. Internet World Stats, Statistiques des utilisateurs d'Internet en Afrique: <https://bit.ly/3jzSemG>



Il mentionne tout particulièrement les progrès réalisés par l'Éthiopie dans l'indice des facteurs d'accessibilité (ADI). Le rapport indique: "Un fait marquant - l'Éthiopie a vu son score ADI passer de 2,31% en 2014 à 20,37% en 2020, stimulé par l'ouverture de son marché des télécommunications au cours des deux dernières années."

En ce qui concerne la fracture numérique entre les sexes, les femmes éthiopiennes sont confrontées aux mêmes défis que les femmes de tout le continent. Un rapport de l'UIT de 2019<sup>24</sup> a révélé que la fracture numérique entre les sexes en Afrique subsaharienne était persistante.

Un rapport d'octobre 2020 de la World Wide Web Foundation<sup>25</sup> intitulé "Women's Rights Online" (les droits des femmes en ligne), indique que: "Les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'avoir accès à l'internet et de l'utiliser dans les pays en développement et les pays les moins avancés."

La connectivité Internet en Éthiopie est largement concentrée dans la capitale et les principales zones urbaines.

Ethio Telecom continue d'étendre progressivement sa couverture à d'autres zones, conformément à la politique gouvernementale visant à étendre l'Internet à l'ensemble du pays.

Le taux de pénétration/accès à l'électricité est de 45%,<sup>26</sup> soit plus du double de celui d'Internet en 2018 selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Le gouvernement a prévu d'atteindre l'accès universel d'ici 2030.

Les statistiques de Data Reportal indiquent qu'en janvier 2020,<sup>27</sup> il y avait plus de 21 millions d'internautes, ce qui représente une augmentation de plus d'un demi-million d'utilisateurs en l'espace d'un an.

La pénétration d'internet en 2018 selon l'Union internationale des télécommunications, UIT, s'élevait à 18,618%,<sup>28</sup> une indication que la majorité des Éthiopiens n'avaient pas accès à internet.

Dans l'indice de l'Internet inclusif de l'Economic Intelligence Unit, l'Éthiopie s'est classée 93e au total et 19e sur les 26 pays africains classés.<sup>29</sup>

"Certains progrès sont évidents dans l'état de préparation, grâce à l'attention portée au haut débit et aux stratégies d'e-inclusion. Mais les efforts visant à élargir l'inclusion de l'internet sont fortement limités par les faibles niveaux d'alphabétisation, un environnement concurrentiel faible et le coût élevé (par rapport au revenu) des données", ajoute l'indice.

## VIE PRIVÉE, IDENTITÉS NUMÉRIQUES ET SURVEILLANCE

Les autorités ont dévoilé une plateforme de surveillance du COVID-19 après l'enregistrement du cas index. Cette plateforme polyvalente devait servir de support d'information et permettre aux personnes susceptibles d'avoir été en contact avec

des personnes infectées de se signaler. Mais étant donné que l'Éthiopie ne dispose pas d'un plan complet de protection des données, les analystes ont exprimé des inquiétudes quant à l'utilisation abusive ou non des données personnelles en raison

24. Rapport de l'UIT, Mesurer le développement numérique - Faits et chiffres, 2019: Ethiopia: <https://bit.ly/2Lkooet>

25. Rapport de la Web Foundation, Women Rights Online, octobre 2020: <https://bit.ly/3br2bcg>

26. AIE, Ethiopia Energy Outlook - Analyse: <https://bit.ly/3j2SemG>

27. Data Reportal, Digital 2020: <https://bit.ly/3bqGUzq>

28. Banque mondiale, Individus utilisant Internet (% de la population) Éthiopie: <https://bit.ly/3j3p6vm>

29. EIU, Inclusive Internet Index 2020: <https://bit.ly/2MTCIDF>

de la faiblesse du cadre réglementaire.<sup>30</sup>


Selon la fiche d'information d'Alt Advisory sur la protection des données en Afrique concernant l'Éthiopie,<sup>31</sup> le pays n'avait pas encore promulgué de loi sur la protection des données. Cela fait plus de dix ans qu'un projet de loi complet sur la protection des données a été diffusé en 2009.

Deux lois actuelles, la loi sur la liberté d'information et l'accès à l'information ainsi que les proclamations sur la criminalité informatique de 2008 et 2016 respectivement, comportent des sections qui touchent au domaine de la protection des données.

Au niveau continental, l'Éthiopie n'a toujours pas signé la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles en Mai 2020, bien que la convention ait été adoptée en 2014.

Le projet de loi sur l'enregistrement des cartes SIM<sup>32</sup> est un autre domaine qui a fait couler beaucoup d'encre. En août 2020, l'Autorité éthiopienne des communications (ECA) a publié un projet de directive dans ce domaine. L'ECA a indiqué qu'il s'agissait d'une consultation des parties prenantes, ce qui témoigne de l'implication du gouvernement dans la politique de la société civile.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS



La mise en place d'un "environnement juridique et réglementaire favorable aux TIC" est l'un des principaux piliers de la stratégie de transformation numérique de 2019. Pourtant, il existe des défis qui nécessitent un effort concerté de la part du gouvernement et de toutes les parties prenantes afin de garantir les droits en ligne. De la législation aux infrastructures, de la mise en œuvre des politiques aux droits de l'homme, le potentiel de renforcement des droits numériques en Éthiopie est également considérable.

L'année 2020 a été une année difficile pour le monde en raison du COVID-19 mais beaucoup peut être fait pour une Éthiopie qui poursuit son chemin vers une société plus ouverte et inclusive.

30. State of Internet Freedom in Africa 2020, Resetting Digital Rights Amidst the COVID-19 fallout, CIPESA ; septembre 2020: <https://bit.ly/3nC5Gzo>

31. Alt Advisory - Ethiopie, Data Protection Africa, mars 2020: <https://bit.ly/35qopnW>

32. CEA, Projet final, campagne d'enregistrement des cartes SIM, 2020: <https://bit.ly/3q61Yzm>

# LONDA

**DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU ÉTHIOPIE 2020 RAPPORT**

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE



**Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria

Email: [media@paradigmhq.org](mailto:media@paradigmhq.org)

[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)

     @ParadigmHQ